



**CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES**  
**VIII<sup>e</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
**MEXICO, DISTRICT FÉDÉRAL, ET TOLUCA, ÉTAT DE MEXICO, MEXIQUE**  
**10 AU 13 SEPTEMBRE 2008**

**Commission de la démocratie et de la paix**

**Les normes de financement et de contrôle des dépenses  
électorales des partis politiques en place dans les Amériques**

Lors de la réunion du Comité exécutif de la COPA, qui s'est tenue à la Plata, Argentine, en novembre 2006, le bureau de la Commission de la démocratie et de la paix a proposé d'organiser, dans le cadre de l'Assemblée générale, un atelier portant sur les différentes normes de financement et de contrôle des dépenses électorales des partis politiques en vigueur dans les différents États des Amériques. Cette activité permettra aux parlementaires de la COPA de dresser un portrait global de la situation du financement des dépenses électorales des partis politiques et d'échanger leurs expériences et leurs opinions sur cet important aspect de la démocratie.

**Mise en contexte**

Les démocraties ne pourraient fonctionner sans l'existence des partis politiques. Ceux-ci relaient les préoccupations des citoyens auprès des gouvernements et constituent les liens directs entre une société pluraliste et ses institutions politiques. Pour bien s'acquitter de ce rôle essentiel, ils ont besoin de générer des revenus, d'une part pour financer les campagnes électorales et, d'autre part, pour pourvoir aux coûts de leurs activités quotidiennes.

Plusieurs éléments peuvent toutefois menacer l'équilibre des chances, particulièrement en ce qui concerne la collecte de fonds en prévision des campagnes électorales. Le désir de gagner les élections, le besoin de communiquer avec la population et de se faire connaître, l'augmentation progressive des coûts et du nombre de campagnes électorales, la diminution du soutien des membres, ou encore les offres alléchantes de divers groupes d'intérêt constituent quelques exemples qui peuvent inciter les partis politiques à accroître leur financement, sans toutefois respecter systématiquement les principes d'équité, de transparence et d'intégrité qui devraient prévaloir dans une saine démocratie. Le financement des activités politiques représente donc un terrain opportun pouvant favoriser l'influence induue ou illicite des intérêts privés dans les affaires publiques, ainsi qu'un domaine particulièrement propice à la corruption.

Les conséquences d'un financement intéressé ou inégal sont lourdes, non seulement en ce qui concerne la diminution de la légitimité des élus, mais aussi pour la capacité d'un gouvernement de légiférer, c'est-à-dire développer un cadre pour la vie sociale et publique qui soit orienté vers le bien-être public, et non vers les intérêts particuliers d'une minorité aisée.

Il est pourtant très difficile, voire impossible, d'identifier une formule capable de garantir un parfait équilibre entre les partis au niveau des contributions. De manière à éviter les extrêmes que sont le manque ou l'excès de financement politique, une distribution équitable des ressources publiques et privées constitue en quelque sorte le minimum nécessaire. Ainsi, le rôle de tout parlement démocratique consiste à fournir un cadre au financement des partis politiques qui peut se concrétiser autant dans l'élaboration et l'adoption de lois et de règlements les plus complets, clairs et efficaces possible, que dans les moyens mis de l'avant pour en assurer leur respect.

Cette tâche en est une d'envergure et de constante mise à jour. Pourtant, malgré les obstacles, des lois avant-gardistes et bien définies sont en vigueur dans plusieurs États, provinces, territoires et régions des Amériques. Des initiatives originales de vérification des dépenses électorales ont été mises de l'avant par des organisations de la société civile dans plusieurs pays d'Amérique latine, les nouvelles technologies de l'information sont mises au service de la transparence dans plusieurs législations et des organisations indépendantes veillent à l'équité et l'intégrité du processus électoral dans plus en plus d'États.

Les principales composantes du financement des campagnes électorales méritent donc d'être étudiées à la lumière des expériences et des idées des parlementaires des Amériques. Toutefois, le partage de l'expérience démocratique doit débiter avec la reconnaissance de la différence. Chaque État, province ou région possède des caractéristiques singulières provenant de son parcours, de ses institutions et de son héritage politique, économique et culturel. Dès lors, il est impossible d'appliquer aveuglément un modèle prédéfini ou imposer une structure. En ce sens, il est souhaitable que les parlementaires partagent leurs préoccupations ainsi que leurs solutions concernant les normes de financement et de contrôle des dépenses électorales puisque, ensemble, ils peuvent contribuer à améliorer les systèmes démocratiques des Amériques et à conserver la confiance des peuples envers la démocratie.

### **Quelques pistes de réflexion**

En vue de stimuler les échanges des parlementaires, la Commission de la démocratie et de la paix propose quelques pistes à approfondir dans le cadre de cette séance de travail :

**Définitions:** Adhésions, dépenses électorales, période électorale, exceptions, financement occulte,...

**L'aide publique :** Niveau de contribution publique, équité dans le financement des partis, allocations et crédits d'impôts, remboursements des dépenses de campagne,...

**La contribution privée :** Limites, publication d'informations sur les donateurs, dons versus activités politiques, sollicitateurs autorisés,...

**Le financement en provenance de l'étranger.**

**Les mécanismes de contrôle et les sanctions :** Autonomie de l'organisme de contrôle, vérification des comptes, resserrement des règles, définition et application des sanctions,...

**Le rôle des médias et l'impact des nouvelles technologies de l'information:** Accès équilibré aux médias, publicité Internet, blogues,...

**L'intervention de tiers :** Groupes organisés, groupes de pressions ou autres associations qui font de la publicité avec un grand budget,...

**La confiance de la population :** Des solutions originales pour augmenter la confiance de la population envers le processus électoral.